

Règlement sur l'occupation des eaux publiques(6) (a)

(ROEP) L 2 10.01

Tableau historique (mis à jour au 24 juin 2015)

du 15 décembre 1986

(Entrée en vigueur : 1er janvier 1987)

Le CONSEIL D'ÉTAT de la République et canton de Genève,

vu les articles 1, 13, 24 et 26 de la loi sur le domaine public, du 24 juin 1961;

vu les articles 3 et 5 de la loi sur les eaux, du 5 juillet 1961,(6)

arrête :

Chapitre I Autorisations « à bien plaire » dans les eaux publiques(6)

Art. 1 Conditions

1 Toutes les installations sur les eaux publiques ne sont autorisées qu'« à bien plaire ». Les autorisations sont personnelles et intransmissibles; elles ne sont délivrées que contre paiement d'une redevance annuelle établie conformément au tarif adopté par le Conseil d'Etat.(6)

2 Ces installations doivent être conformes aux conditions générales des lois et règlements sur les routes, la voirie et les cours d'eau.

Art. 2 Requête

1 Les demandes d'autorisation doivent être adressées, en 2 exemplaires, au département de l'environnement, des transports et de l'agriculture(15) (ci-après : département), soit pour lui le service de la capitainerie.(14)

2 Elles doivent être accompagnées des plans nécessaires.

3 Est réservée la procédure en autorisation de construire prévue par la loi sur les constructions et les installations diverses, du 14 avril 1988.(6)

Art. 3 Compétence

1 Les autorisations sont accordées :

a) par le Conseil d'Etat pour toutes les installations présentant un caractère de fixité et de durée, telles que ports, digues, môles, jetées, enrochements ou débarcadères;

b) par le département pour tous les autres ouvrages de moindre importance.

2 Dans le premier cas, l'enquête publique de 30 jours aux frais du requérant est obligatoire; dans le second cas, elle est facultative. Le département sollicite, en cas de besoin, le préavis des divers intéressés, soit, cas échéant, celui des autres départements, de la commune du lieu de situation, des entreprises assurant un service public, des professionnels de la navigation et des Services industriels de Genève.(6)

Art. 4(18) Cadastre

Les ouvrages prévus à l'article 3, alinéa 1, lettre a, sont cadastrés par les soins d'un spécialiste en mensuration au sens de l'article 2 du règlement sur la mensuration officielle et les cadastres des restrictions de droit public à la propriété foncière, du sous-sol et 3D, du 24 juin 2015, aux frais du requérant, dès l'achèvement des travaux. Une copie du tableau de cadastration est remise au département, afin de permettre le calcul de la redevance.

Art. 5(2) Redevances

1 Les installations faites sur les eaux publiques sont soumises au paiement des redevances suivantes :

Redevances annuelles

a)

terrasse, abris, garages, par m² de surface occupée

30 F

b)

digues, brise-lames, jetées, éperons, escaliers, crépines et ouvrages nécessaires à la dérivation ou au prélèvement d'eau, par mètre linéaire de développement

19 F

c)

enrochements le long du bord par mètre linéaire de développement, à l'exclusion de ceux qui sont destinés à protéger les terrains contre l'érosion

10 F

d)

passerelles et débarcadères :

1°

concessionnaire de transports, débarcadère pour fort tonnage, ponton, par objet

243 F

plus le développement, le mètre linéaire

5 F(13)

2°

industriels notamment cafés (sans louage de bateaux)

121 F

plus le développement le mètre linéaire

5 F

3°

particuliers

61 F

plus le développement, le mètre linéaire

5 F

e)

slips, glissières, par mètre linéaire

12 F

f)

palissades, pieux ou grilles séparatives

61 F(12)

2 Les pontons, radeaux et autres embarcations nécessaires à des travaux lacustres sont soumis au paiement des redevances suivantes :

Redevances annuelles

a)

sur estacade, par mètre linéaire

243 F

b)

au large (pour 3 pontons au maximum)

606 F(13)

3 Les activités commerciales ou sportives dans ou en bordure des eaux publiques, telles les terrasses de café et installations analogues, sont soumises au paiement d'une redevance annuelle de 64 F par m² de surface occupée.(13)

4 Pour l'adaptation en 2015, le niveau de l'indice s'élève à 103,8 points.(17)

5 Les installations provisoires et occasionnelles sont soumises au paiement des redevances suivantes :

Redevances fixes

a)

pour une durée de 7 jours maximum, par m²

12 F

b)

pour une durée de 8 jours et plus, par m²

54 F(13)

6 Tout changement d'adresse du bénéficiaire doit être communiqué, dans les 14 jours, au département.(10)

7 Les redevances prévues à l'article 20 du règlement fixant le tarif des empiètements sur ou sous le domaine public, du 21 décembre 1988, sont prélevées par le département.(10)

Chapitre II Dispositions diverses

Art. 6(2)

[Art. 7, 8, 9](6)

[Art. 10, 11, 12, 13](2)

Art. 14(6)

Art. 15(2) Emoluments

Le département perçoit pour toute autorisation, permission ou concession délivrée en application du présent règlement un émolument calculé selon le tarif suivant :

a)

terrasses, abris, garages

400 F

b)

digues, brise-lames, jetées, éperons, escaliers, enrochements, passerelles, débarcadères

250 F

c)

slips, glissières, palissades, pieux, grilles séparatives

200 F

d)

autres permissions, selon l'importance

200 à 1 500 F

Art. 16 Clause abrogatoire

Le règlement sur les autorisations « à bien plaisir » sur le lac, du 23 juillet 1986, est abrogé.

Art. 17 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1987.